

aux promoteurs privés et publics de l'immobilier, sans appel d'offres ? Pleins feux sur une affaire qui fait débat depuis près d'un mois.

L'affaire a commencé, banalement, par un article de presse dans le quotidien à fort tirage « Al Massae », très apprécié par le Groupe Chaabi et son Président, Miloud Chaabi. Dans ce journal en langue arabe, paraissait d'abord, en première page, un article dénonçant la récente cession par l'Etat au groupe Addoha d'un terrain à Marrakech. L'article faisait état de critiques très vives de Miloud Chaabi concernant, en particulier, le prix auquel ce terrain a été cédé et qui aurait donné lieu, selon son réquisitoire, à un manque à gagner de plusieurs milliards de Dirhams pour l'Etat. Les groupes Chaabi et Addoha comptent parmi les plus grands promoteurs immobiliers du Maroc. Il semblait donc normal qu'il y ait entre les deux concurrents une surveillance accrue et il semblait même normal que, l'un des deux s'estimant défavorisé, ait une réaction vive. Que Miloud Chaabi exprime sa colère dans la presse était donc dans l'ordre des choses... Mais ce qui a réellement créé la surprise, c'est la suite. Après cet article, il y en a eu un autre le lendemain, puis le surlendemain et la campagne ne faisait que commencer. Car, parallèlement, Miloud Chaabi qui est aussi député, menait une autre offensive au Parlement pour la mise sur pieds d'une commission d'enquête parlementaire. Et le ton ne cessait de monter...

Chaabi, Don Quichotte du secteur immobilier ?

Le fondateur du groupe Chaabi et Président de Ynna Holding n'a en effet pas mâché ses mots. Et si, au départ, Addoha semblait être la principale cible de ses attaques, très vite, la CDG et Al Omrane furent également pointées du doigt. Chaabi accusait l'administration de les favoriser tous les trois. Mais son « argument-massue » n'est pas qu'Addoha, la CDG et Al Omrane soient favorisés, c'est que les faveurs qui leur sont faites se traduisent par des milliards de Dirhams que perd l'Etat. Un argument imparable pour mobiliser les élus de la nation (par définition, défenseurs des deniers publics). Il leur est demandé deux choses : qu'ils mettent sur pieds une commission d'enquête parlementaire pour voir dans quelles conditions sont attribués les terrains de l'Etat et qu'ils pensent à un texte qui oblige l'Etat à passer obligatoirement par des appel d'offres lorsqu'il y a cession de ces terrains. Quelles ont été les réactions à ce coup de colère de Miloud Chaabi ?

Couac à la Fédération

Le secteur a une Fédération : la Fédération nationale des promoteurs immobiliers. Et, lorsque les critiques de Miloud Chaabi ont fusé, il en était président. Aussi, ses attaques violentes contre l'Etat n'ont pas été du goût de tous les membres qui craignaient que les positions du Président ne soient perçues comme celles de la Fédération elle-même. Alors qu'aucun débat sur le sujet n'avait eu lieu au sein de la Fédération. Un conseil a donc été convoqué et les échanges ont été houleux. Certains des membres de la Fédération ont pris le contre-pied des positions de Miloud Chaabi (voir explications dans les entretiens suivants). Sachant que la Fédération n'était pas unanimement rangée derrière lui, Miloud Chaabi a présenté sa démission dès l'ouverture du Conseil. Depuis vendredi 11 juillet, donc, c'est le vice-Président Youssef Ibenmansour qui est le nouveau Président.

Sévères critiques contre Miloud Chaabi

Pris de court par les violentes attaques du patron d'Ynna holding, les professionnels aussi bien que les ministres critiqués sont d'abord restés figés. Puis, peu à peu, la contre-attaque s'est mise en branle. Les professionnels ont commencé à exprimer leur opinion qui est loin d'être un franc soutien à Miloud Chaabi. De leur côté, certains membres du gouvernement ayant lu dans la presse que Miloud Chaabi menaçait de « dévoiler leurs combines », ont décidé -selon des sources proches du dossier- que l'Etat « ne cèderait pas au chantage de Chaabi » et que « si Chaabi avait des combines à dévoiler qu'il le fasse ». Quant aux langues acérées, elles se sont largement déliées, accusant Chaabi de dépit et de vouloir faire pression sur l'Etat pour régler certains de ses problèmes... Parmi les déboires qui sont présentés comme la cause de ce dépit, deux sont le plus souvent cités. L'affaire du terrain acquis auprès d'Altadis et dont le groupe Chaabi ne peut utiliser la partie réservée à l'espace vert. Et celle du terrain de Tanger, également acquis par le groupe Chaabi mais qui est frappé d'une saisie au profit du fisc (et pour lequel le conservateur de Tanger a été incarcéré pour en avoir quand même inscrit la cession)...

Que dit le Groupe Addoha ?

Le groupe Addoha que dirige Anas Sefrioui a réagi en ne réagissant pas. A la parution du premier article de presse, le management a envoyé un droit de réponse, mais voyant que ni ce droit de réponse n'avait été pris en compte, ni Miloud Chaabi n'arrêtait ses attaques, Addoha a décidé de ne plus rien faire. « Nous nous refusons d'entrer en conflit avec M. Chaabi », nous a laconiquement déclaré un responsable de ce groupe, ajoutant : « nous sommes sereins ».

Écrit par

Mercredi, 23 Juillet 2008 02:39 -

Il faut dire qu'Addoha peut se permettre d'être serein. Tout ce que le groupe entreprend en ce moment lui réussit. Un partenariat avec Fadesa, un accord avec le groupe bancaire français Caisse d'épargne, un partenariat avec la CDG, un chiffre d'affaires qui de 1,5 milliard de DH en 2006 est passé à 3 milliards en 2007... Jusqu'à son action en Bourse qui caracole à 4.600 DH aujourd'hui, contre les 580 DH de la 1ère cotation.

Et au Parlement ?

Restent les élus, sollicités par Miloud Chaabi pour mettre sur pieds une commission d'enquête parlementaire. Les lobbyings, de part et d'autre, ont fonctionné. Résultat des courses ? Seul le parti islamiste PJD est en faveur de cette idée. Les autres partis, soit considèrent qu'il n'y a pas de « violations » qui justifie cette commission, soit exigent que cette commission pose le problème de tous les marchés de l'Etat, y compris ceux ayant bénéficié à Chaabi (déclaration de Ameskane) et non pas seulement les marchés concernés par cette affaire. Ce qui fait dire à certains que cette commission ne verra probablement pas le jour

Le reporter.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)